



Saint-Genis-des-Fontaines, le lundi 11 mai 2026

**Arrêté de Monsieur le Maire n°86/2026  
portant autorisation travaux et conditions de circulation**

**Le Maire de la commune de Saint-Genis-des-Fontaines ;**

Vu le Code des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-6 ;  
Vu l'arrêté 29-91 du 12 avril, réglementant la circulation et le stationnement dans la Commune ;  
Vu la demande d'autorisation reçue en Mairie le 28 avril 2026 de l'Entreprise Colas Midi Méditerranée sise 14 rue de la Côte Vermeille à Thuir (66300), pour le compte de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibérés, pour la réfection de tranchées sur diverses chaussées, route du Boulou, du lundi 18 au jeudi 28 mai 2026, pour une durée de 9 jours, de 8h à 18h ;

**Arrête**

Article 1 : L'Entreprise Colas Midi Méditerranée est autorisée à intervenir sur le domaine public pour effectuer les travaux ci-dessus énoncés, du lundi 18 au jeudi 28 mai 2026, pour une durée de 9 jours, de 8h à 18h.

Article 2 : La circulation sera alternée manuellement route du Boulou de 8h à 18h.

Article 3 : Le stationnement sera interdit route du Boulou.

Article 4 : L'Entreprise Colas Midi Méditerranée est chargée de la mise en place de la signalisation.

Article 5 : L'Entreprise Colas Midi Méditerranée est chargée de procéder à la remise en état du site.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire général, la police municipale et toutes les forces de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Jean-Claude ROYO



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>.